



Bilan du 7^{ème} Salon des thèses (15 février 2008, Université Paris Dauphine)

Le Salon des thèses a un double objectif, valoriser et faire connaître les thèses en science politique d'une part, engager une réflexion sur l'après thèse, les stratégies professionnelles et les débouchés offerts, dans une perspective comparative.

À cet égard, comme ses prédécesseurs, ce 7^{ème} Salon est d'abord un miroir des évolutions de la discipline, même si l'image est sélective (les 40 thèses inscrites représentent environ la moitié du total) et un peu décalée dans le temps, puisque le choix des sujets s'est fait de 4 à 8 ans plus tôt. On retrouve en 2008 les phénomènes observés lors des salons précédents: féminisation de la population des docteurs, dont plus de 60% sont des femmes ; prédominance de Paris et de l'Île de France sur les régions avec 60% des thèses soutenues, poids marqué des IEP (5 pour SciencesPo, 5 pour les autres IEP) et de Paris 1 qui totalisent 18 thèses sur 40. En termes de sous disciplines, la quasi-disparition des thèses de Pensée politique et de Relations internationales se confirme (2 dans chacune des catégories), contrastant avec le dynamisme des Politiques publiques, dont le nombre de thèses pour la première fois dépasse celui de la Sociologie politique (19 vs 14, contre respectivement 10 vs 23 en 2007). L'ouverture sur le monde se confirme également puisque le nombre de celles qui portent exclusivement sur la France recule régulièrement (un quart des thèses présentées cette année, contre un tiers l'année précédente et près de 40% en 2001), au profit des thèses comparatives ou portant sur un autre pays, une autre région du monde (respectivement 8 et 14). Quant aux sujets proprement dits, ils sont très éclatés. On note toutefois, outre la prééminence déjà évoquée des politiques publiques et des aires culturelles, le maintien de la socio histoire (4 contre 5 l'année dernière) et surtout une progression des thèses portant sur le genre ou sur les femmes. 5 thèses leur sont consacrées cette année, soit autant, comme l'a souligné Frédérique Matonti (AECSP), que toutes les années précédente. Tout aussi intéressantes enfin sont les absences : rien sur le terrorisme, la guerre, les médias, les transformations de l'Islam, celles du racisme et des discriminations, rien en sociologie électorale. Et comme précédemment, pour autant du moins qu'on en puisse juger à partir des résumés, qui ne développent guère les aspects méthodologiques (un formulaire d'inscription plus détaillé sera préparé pour l'année prochaine), aucune thèse appuyée sur une approche quantitative. Autant d'éléments qui illustrent un décalage français par rapport aux champs investis par la science politique internationale, sur lequel il faudrait s'interroger.

Dans un paysage universitaire en pleine restructuration, face aux inquiétudes suscitées par la loi LRU dont Stéphanie Déchezelles et Jeanne Hersant, au nom de l'ANCMSP, ont dressé un bilan critique, la seconde question, celle des débouchés de la thèse de doctorat en science politique, a été bien évidemment au cœur des débats. À cet égard les différentes interventions apportent quantité d'informations précieuses, concrètes et ciblées. Plutôt que de les résumer les éléments de base des diverses contributions sont disponibles en ligne (www.afsp.msh-paris.fr) -, j'en retiendrai quatre éléments qui incitent à l'optimisme.

1°) Publier dans les revues en langue anglaise est non seulement indispensable aujourd'hui pour se faire connaître, pour exister dans le champ scientifique, mais plus facile qu'on ne le croit. Ces revues sont très nombreuses, elles ne se limitent pas aux grandes revues américaines, et elles sont demandeuses de contributions françaises, objet rare ! C'est le message délivré tant par Amy Mazur, co-editrice de *Political Research quarterly*, que Colombe Camus (*International Political Sociology*) et Erik Neveu, représentant de l'ECPR. A condition de ne pas viser d'emblée les plus grosses, et de se familiariser au préalable avec le style, les exigences, le champ théorique et les débats de la revue choisie, c'est possible, la stratégie la plus conseillée consistant à retravailler des papiers présentés et discutés dans les colloques internationaux.

2°) Le modèle belge, présenté par Pascal Delwit (ULB/CEVIPOL), montre qu'on peut réformer intelligemment les parcours universitaires : reconnaître un statut de doctorant (e), avec des financements (bourses, postes d'assistants de recherche), les intégrer dans les centres de recherche, encadrer plus collectivement le suivi de la thèse. Il a des contreparties : orientation des sujets, thèses plus courtes tant en nombre de pages qu'en temps de réalisation, obligation de publication.

3°) S'il faut, comme l'ont rappelé les représentantes de l'ANCMSP, se méfier des « libéralités », il existe d'innombrables financements – bourses, postes d'assistants de recherche, post-doctorat -, à condition de savoir où les chercher et de connaître le mode d'emploi, qu'il s'agisse des financements européens comme l'a montré Amélie Antoine Audo (Mission Europe de la Recherche à la FNSP), ou des financements américains détaillés par Céline Ouziel et Arnaud Roujou de Boubée (Franco American Commission for Educational Exchange).

4°) Enfin la table ronde organisée par Michel Offerlé avec la participation de l'ANVIE (Françoise Stoeckel), du MEDEF (Bruno Carrias) et de l'Association Bernard Grégory (Evelyne Jardin) a souligné le changement du contexte de l'emploi. Un nombre croissant d'entreprises prend conscience de l'importance du secteur Recherche et développement, cherche à diversifier ses recrutements, est à la recherche de profils « hors normes » comme celui que donne le doctorat en science politique. Et les trois intervenants ont multiplié les conseils pour apprendre à « vendre » sa thèse sur ce marché. Il s'agit moins de raconter vos conclusions que de chiffrer le coût de ces années de thèse, et faire valoir l'expérience, l'expertise uniques que ce parcours vous confère et que vous pouvez apporter à un employeur: outre des connaissances précises sur un sujet, c'est aussi une méthode, de la créativité, une capacité d'analyse et de synthèse, une qualité rédactionnelle, l'aptitude à argumenter et à convaincre, à communiquer des résultats, une force de conviction, une capacité à survivre aussi, l'ingéniosité des systèmes D et petits boulots qui vous ont permis de subsister, la résistance au stress, et tant de choses encore ! L'année prochaine, nous allons avec l'aide des mêmes intervenants mettre sur pied une journée de stage pratique en ce sens : décorticage de CV (courts, 2 pages !), simulation d'entretien d'embauche.

Un grand merci encore à toutes celles et tous ceux qui ont contribué à ce que ce salon soit une réussite, à commencer par l'équipe de Paris Dauphine qui nous a si chaleureusement accueillis, et celle de l'AFSP.

Nonna Mayer
Présidente de l'Association Française de Science Politique